L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ÉTAT DE LA LOUISIANE ET DU CONSEIL GÉNÉRAL NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI MATIN, 7 FÉVRIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS:
JEUDI MATIN, 7 FÉVRIER 1850.

LA QUESTION DES TERRITOIRES.

La question territoriale est à la veille d'être vidée au Congrès. Sans doute il y aura encore des débats scrupuleux, mais nous aimons à croire que la sagesse des représentans finira par l'emporter et par triompher du mauvais levain des passions.

Le provisoire Wilmot reste suspendu sur nos têtes comme une perpétuelle menace. Cette triste conception aurait depuis longtemps armé les citoyens les uns contre les autres, si l'intelligence du peuple américain, si son amour de l'ordre et de la loi n'avaient enchaîné sa colère.

Nous avons toujours pensé que le provisoire couvrait du Sénat le coup de grâce, et notre attente, si nous ne nous méprenons pas sur l'état des choses et la disposition des esprits à Washington, est peut-être sur le point de se réaliser.

L'admission de la Californie dans la confédération est à peu près certaine. Les habitans de cette province y ont interdit l'esclavage, mais ils l'ont interdit au moment d'entrer dans l'Union et en présentant au Congrès la charte qui doit régir leurs futures destinées. Ils ont usé librement d'un droit qui leur appartient et contre lequel il serait souverainement injuste de protester. Nous ne leur reconnaîtrons pas le droit d'abolir l'esclavage si la Californie devait rester à l'état de province, mais au moment d'entrer dans la confédération, ils peuvent bien certainement décréter la forme de gouvernement qui leur plaît, pourvu qu'elle ne soit pas contraire aux prescriptions de la charte fédérale.

Pourquoi le Congrès discuterait-il maintenant la question abstraite de l'esclavage? Qu'importe que cette institution soit criminelle aux yeux de certains hommes du Nord et légitime aux yeux des citoyens du Sud? Au lieu de nous passionner pour une théorie, quelle qu'elle soit, acceptons les faits accomplis. C'est le parti le plus sage et celui que commande la prudence. Le Sud peut-il objecter à l'admission de la Californie parce que l'esclavage est prohibé dans la charte du nouvel Etat? Non certes, car alors ce serait reconnaître tacitement au Nord un droit contraire! Il faut voir le côté pratique des choses et ne pas discuter sur des probabilités et des hypothèses. Les habitans de la Californie ne veulent pas d'esclaves? très bien: ils sont maîtres chez eux; s'ils s'en allaient prononcer pour l'institution de l'esclavage, le Nord eut été obligé de courber la tête.

La doctrine que nous soutenons est celle du président, celle de M. Cass, celle de M. Clay, celle de tous les hommes d'Etat qui désirent sincèrement le maintien de l'Union. Le général Taylor rend hommage à la souveraineté du peuple et il ne se demande pas si les habitans de la Californie ont eu raison ou tort d'y introduire l'esclavage. Ils l'ont interdit, c'était leur droit; cela doit nous suffire.

Maintenant et nous voulions entrer dans l'examen de la question en elle même, il nous serait peut-être facile de prouver que l'esclavage, loin d'être nécessaire en Californie, eût peut-être retardé l'entier développement de la prospérité de ce pays. Mais ce n'est pas ce dont il s'agit. L'esclavage, comme toutes les institutions humaines, peut être utile dans certains pays sous l'empire de certaines circonstances, et dangereuse dans d'autres régions sous l'empire de circonstances contraires. La suppression de l'esclavage à la Louisiane, par exemple, porterait un coup fatal à notre industrie tout en aggravant le sort des esclaves. Ce sont de tes maximes qui n'ont pas besoin d'être démontrées.

Nous sommes heureux que le Sénat des Etats Unis ait pris à tâche de calmer les passions populaires. La mission de l'Union dépend peut être de ses efforts.

M. Foote et M. Clay ont été les premiers à offrir des compromis. Le premier leur avait déjà tracé la voie et indiqué les moyens d'arrêter une explosion entre le Nord et le Sud. Tous ces compromis reposent sur une base semblable, l'admission de la Californie avec la constitution que les habitans de cette province se sont donnée.

De cette manière, on tue le provisoire Wilmot en enlevant aux fanatiques tout prétexte d'agitation.

Nous ne voulons pas examiner en ce moment les résolutions présentées par M. Clay, mais nous dirons qu'elles nous semblent dictées par un louable esprit de conciliation.

Le Sud consentira à ce que la Californie soit admise dans l'Union, nonobstant la clause qui interdit l'esclavage dans le nouvel Etat, mais il ne voudra pas que le Congrès renouvelle la prohibition par une loi spéciale, car ce serait lui reconnaître un droit qu'il n'a pas.

Que la Californie fasse donc partie de l'Union, mais au moins que l'agitation cesse et qu'il ne soit plus question du proviso-Wilmot.

LE MALE.—La malle du Nord ne nous est pas parvenue hier; c'est la deuxième ou troisième fois qu'elle manque depuis deux semaines. Qu'est-ce que cela signifie? Nous avons l'habitude de penser l'ancien directeur des postes, qui certes était négligent, mais nous ne comprenons pas que M. Collamer imite son prédécesseur. On nous assure que c'est un excellent administrateur mais que tous ses subordonnés ne lui ressemblent pas. Eh bien! qu'il medicine son personnel, sans crainte des clameurs, car le service public est en souffrance et toutes ces interruptions de la malle portent un préjudice notable au commerce.

M. C. D. TATHAM.—Cet honorable représentant de la paroisse St Landry nous écrit qu'il n'a pu se trouver à Baton-Rouge pendant les dix premiers jours de la session à cause d'une indisposition qui l'a retenu chez lui au moment où il se disposait à partir. Il ajoute, en faisant allusion à une phrase de notre correspondance, que les représentans de St Landry ne sont pas accessibles à l'influence locofoco. Nous le savons très bien et c'est justement ce qu'affirmait notre correspondant tout en se plaignant vivement de l'absence de quelques whigs à un moment où tous nos amis devaient se trouver à Baton-Rouge.

☞ VIGNIE, vendra à l'encan, aujourd'hui à midi, à la Bourse St Louis, de très belles terres à sucre, situées dans la paroisse Plaquemines et faisant face aux deux rives du fleuve. Les termes sont libéraux. Voir l'annonce.

THÉATRES — Ce soir, au théâtre d'Orléans, *Jérusalem*, dont les représentations ont été momentanément interrompues par la maladie de Mme Devrès.

—Au théâtre des Variétés, le programme de la soirée comprend une comédie, *Une Belle's Stratagem*, d'un grand divertissement par tout le corps de ballet, et d'un vaudeville.

ORISON.—Le steamer *Oregon*, capitaine Hiern, qui avait suspendu ses voyages pour se faire réparer, est à reprendre depuis quelques jours. Il fait les traversées entre la Nouvelle-Orléans et Mobile. L'*Oregon* est un des meilleurs bateaux du lac, et son capitaine un marin-modèle.

BAYOU SARAH.—Cette petite ville est entièrement inondée, grâce aux pluies torrentielles qui sont tombées dernièrement et qui avaient transformé la Nouvelle-Orléans en un immense bourbier. Bayou Sarah est à l'heure qu'il est une ville aquatique, une Venise au petit pied. Les embarcations s'amarrent à la porte des maisons et les habitans ne se transportent plus d'un lieu à un autre qu'au moyen de canots et de pirogues.

ACCIDENT.—Un individu nommé Robert Ferguson, domicilié dans la paroisse de Feliciana, s'est noyé le 26 de ce mois dans Thompson's creek, près de Bayou Sarah. Il était ivre et il a été entraîné par la rapidité du courant lorsqu'il est arrivé le milieu de la petite rivière. Il laisse une nombreuse famille.

CHOLÉRA.—*Le Franklin Repository* annonce qu'un cas de choléra asiatique s'est déclaré il y a quelques jours à bord d'un navire mouillé dans le Tâche, près de l'habitation du juge Mouton. Le malade a été traité par un médecin expérimenté de la paroisse qui a reconnu tous les symptômes du vrai choléra.

WASHINGTON.—On sait de Washington que M. Calhoun est encore gravement indisposé.

—La délégation hongroise a quitté Washington.

(Correspondance de l'Abeille.)

LÉGISLATURE DE LA LOUISIANE.

BATON ROUGE, 4 février 1850.

La Chambre s'est assemblée conformément à l'ajournement.

M. Caldwell présente des résolutions concernant l'état des levées et du fleuve. L'impression est ordonnée.

Le comité judiciaire fait son rapport et conclut au rejet de grand nombre de bills, parmi lesquels nous noterons les suivants qui ont rapport à la Nlle-Orléans:

Acte pour régulariser la prescription des jugements prononcés à l'étranger.

Acte faisant la limitation de tous comptes ouverts expirant en même temps.

Acte dispensant de la publication en français les avis et procédures judiciaires dans l'Etat.

Pétition de MM. Théard et Nicomède.

Acte donnant le pouvoir au gouverneur de désigner deux notaires publics à la Nouvelle-Orléans pour être les dépositaires des certificats de législation et des passeports en blanc.

Le bill pour venir au secours de l'association charitable des pompiers a été référé au comité des finances.

Les bills ayant pour but d'amender l'acte incorporant la ville de la Nlle-Orléans, et d'allouer un intérêt sur les billets pour pavages dû aux municipalités, ont été référés au comité de *reconsolidation* de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Un rapport favorable a été fait sur les bills intitulés: " Actes pour autoriser les comptables dans la paroisse Jefferson à nommer des députés " " Acte fixant les frais pour arrestations des esclaves marrons.

Le bill autorisant les notaires publics à recevoir des dépositions est l'objet d'un rapport défavorable.

M. Lazar, du comité des finances, soumet un bill relatif à M. I. T. Preston $3000 pour services légaux.

M. Lonsden, du comité de milice, soumet un bill pour exempter la compagnie des carabiniers de Lafayette du service du jury. Adopté.

M. Le Roy soumet un bill créant un bureau de capitaine et de gardiens de port pour Lafayette.

M. Brewer soumet un bill portant allocation de $800 pour les dépenses d'inauguration de MM. Walker et Bauché.

La Chambre s'ajourne.

Rien de nouveau dans les travaux du Sénat.

Nouvelles plus récentes de quarante-huit heures, apportées par le Georgia.

Le nouveau steamer *Georgia* est arrivé hier au rour, et nous a apporté des journaux de New-York, contenant des nouvelles de quarante-huit heures plus récentes que celles reçues par la malle. Nous donnons quelques extraits des nouvelles et il ne sera nécessaire de se servir à compléter ce que nos lecteurs connaissent déjà.

Le *United States Gazette*, journal anglais, contient quelques lignes qui semblent annoncer une nouvelle complication dans l'affaire des Mosquitos. Cette feuille dit que l'amiral Hornby, commandant en chef dans l'Océan Pacifique, a reçu l'ordre de quitter Valparaiso avec tous les navires de guerre qu'il pourra rassembler et de se rendre sur les côtes du Nicaragua ou Mexique, afin de rendre à la disposition du chargé d'affaires anglais pour protéger les intérêts nationaux contre les desseins et les empiètements des Yankees dans ces parages. Le journal ajoute qu'il a raison de croire que le vice-amiral lord Dundonald, commandant la station des Indes Occidentales, a également l'ordre de rassembler tous les navires et de se rendre de suite dans le même but sur les côtes des Mosquitos.

Si les assertions de ce journal semi-officiel sont réelles, le golfe ne tardera pas à être le théâtre d'intérêts majeurs et, selon nous, l'Angleterre aura enfin impudemment jeté le masque. Un semblable agissement de forces maritimes montre combien à mari et à femme des Yankees portent un linge à la Grande-Bretagne, et une pareille nation comme la notre doit être fière d'apparaître déjà si redoutable à celle qui naguère osa ériger le système des mers.

—On vient de Berlin, en date du 24 décembre, que le parlement allemand, assemblé dans le Wurtemberg, ayant posé vement refusé son concours au mesures demandée par le gouvernement a été dissous par ordre de ce dernier, et qu'un nouveau parlement a été nommé.

L'archiduc Jean a abdiqué et résigné son pouvoir entre à Francfort, vers le 20 décembre, en présence des commissaires désignés par l'Autriche et la Prusse.

—La maison Mendl, F. & Co, de Hambourg a manqué. Le déficit est estimé à 200,000 marcs banco. On n'attend à ce que cette faillite en entraîne plusieurs autres.

—Suivant le *National*, tous les journaux démocratiques de Paris qui n'ont pas été saisis le 2 janvier, paraîtront dans le courant de la semaine, entre autres les rédacteurs et gérans des journaux anglais. Ils disent que l'envoyé de Montevideo a eu une entrevue avec le ministre des affaires étrangères.

Une lettre adressée de Rome au *Constitutionnel* annonce que toutes les pharmacies de la ville avaient été forcées pendant une nuit et que toutes les substances vénéneuses en avaient été enlevées. Ces substances auraient été employées à empoisonner tous les habitans des Etats pontificaux. Des visites domiciliaires ont été faites immédiatement et plusieurs arrestations ont été effectuées.

CONGRÈS.

Nous trouvons dans les journaux de Louisville un sommaire télégraphique de la séance du 30 janvier. Nous allons le reproduire.

SÉNAT, 30 janvier.—Un débat très vif s'est engagé au début de la séance sur les résolutions relatives aux concessions de terres publiques. Le Sénat les dépose sur le bureau après en avoir ordonné l'impression.

M. Hunton propose un amendement aux résolutions de M. Webster, accordant des terres publiques à ceux qui s'y établissent.

M. Foote dit qu'il considère toutes ces propositions comme des leurres pour capter la popularité, et que sa proposition la plus habile dans ce genre est celle que vient de faire l'honorable sénateur du Texas.

M. Houston répond que ses désirs concordent avec ceux du sénateur du Mississ pi.

M. Mangum propose, en plaisantant, un amendement qui excite l'hilarité du Sénat.

M. S ward demande que sa résolution portant qu'une concession de terres sera faite aux réfugiés Hongrois soient lues. Son but en présentant ces résolutions est d'offrir la contre-partie de la proposition de M. Cass, tendant à suspendre les relations diplomatiques avec l'Autriche.

M. Douglass accuse M. Seward de vouloir se rendre populaire parmi les étrangers et de chercher à s'assurer d'avance les suffrages.

Le Sénat siége à huis-clos pour s'ajourner.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.—M. Cobb, de l'Alabama, introduit un bill accordant des terres aux soldats américains.

Le Chambre s'occupe de la résolution qui enjoint au comité des frais de route de compoter les dits frais par les chemins de la malle les plus rapprochés. La résolution est discutée et déposée sur le bureau.

La Chambre se constitue en comité général pour délibérer sur le bill du Sénat limitant la rétribution des collecteurs de Douane.

Après un discours de M. Bayly, le comité se dissout et la Chambre s'ajourne.

CAUSERIES PARISIENNES.

DANZIG—La fin de cette mauvaise année 1849 aura vu naître une chose agréable. Je veux parler d'une nouvelle danse qui a un goût charmant, d'une grâce et d'une légèreté exquise, animée et décente, dont la mère pourra permettre impunément l'usage à sa fille. Comme toujours, ce nouveau pas, d'importation étrangère, passe le Rhin, public avant d'arriver au salon. Il est bon que de pareilles expériences se fassent, je ne dirai pas *in anima vili*, Dieu m'en préserve, mais par des danseuses capables de braver les murmures ou les applaudissemens d'une galerie. Il y a trois ou quatre ans, quelle est la jeune fille bien élevée qui se fût permis de polker, de mazurker, de redowzer dans le monde? La mondaine ondulation de la taille, le moindre mouvement de la tête ou du cou faisaient frémir nos sages douairières. On craignait à chaque balancement nouveau de voir s'envoler un mari!

Le seul page-temps admis par la tolérance universelle était le quadrille, si savamment nommé *contredanse*, parce que réellement par les figures inspirée, par sa raideur disgracieuse, par ses entrelacemens mécaniques, n'était tout opposé de la danse. Cependant toutes les filles sont presque toujours jolies d'un gentil sourire, une nouvelle danse [illegible] ne doit pas être [illegible] dans les bonnes [illegible] dans [illegible] dans [illegible] dans